

En poste en Libye, il a préféré l'exil à Londres

Algérie : un ex-diplomate accuse

L'entretien que nous publions ci-dessous est un document exclusif et explosif. Mohamed Larbi Zitout, 33 ans, ancien premier secrétaire de l'ambassade d'Algérie en Libye, y accuse la Sécurité militaire d'être responsable de violences et de téléguider des attentats, y compris en France.

Premier diplomate algérien à avoir fait défection, Mohamed Larbi Zitout vit en exil à Londres où il attend son statut de réfugié.

Pareilles accusations (infiltration des groupes armés, téléguider

d'attentats), souvent évoquées mais jamais étayées, émanent cette fois d'un homme du sérail.

Peu porté à faire parler de lui, pour des raisons de sécurité et parce qu'il refuse toute étiquette politique, il a d'abord fallu le convaincre de s'exprimer. Naturellement, nous avons vérifié que notre interlocuteur, rencontré à deux reprises à Londres dans le plus grand secret, possède un passeport diplomatique et qu'il a bien été en poste en Libye entre juin 1991 et l'été 1995. Formé à l'école de la haute diplomatie d'Alger, il était devenu un officiel du régime et bénéficiait, à ce ti-

tre, de toutes les informations que lui communiquait le chef de la sécurité de l'ambassade, membre de la Sécurité militaire algérienne. En outre, ses deux voyages annuels à Alger lui ont permis de vérifier auprès de relations bien placées que les groupes islamistes armés (GIA) étaient infiltrés dès fin 1993.

Même s'il est très difficile de prouver qui, parmi les clans qui s'affrontent au sein du pouvoir, tente d'impliquer la France et qui essaie de la tenir à l'écart, la manipulation reste une hypothèse sérieuse. Kamr Eddine Kherbane, fondateur du mouvement « Fidè-

les au serment », lui aussi réfugié à Londres, explique à propos de l'assassinat des moines de Tibhirine (21 mai 96), « **que c'est un crime qu'on ne peut pas expliquer autrement que par une manipulation des services de sécurité** ». S'exprimant au sujet de l'attentat de Port-Royal, Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, répétait il y a quelques jours : « **Il peut toujours y avoir un risque de manipulation. Nous n'excluons aucune piste** ». Et les observateurs les plus attentifs redoutent, comme Mohamed Larbi Zitout, que chacun profite de cette confusion pour préparer de nouvelles violences. Entretien.

« La Sécurité militaire responsable des attentats »

Pourquoi vous êtes-vous réfugié à Londres ?

Je ne pouvais plus supporter de servir un régime militaire, corrompu et meurtrier. Le pouvoir gère la société comme une caserne. Continuer à le cautionner, c'était oublier mes principes de morale, de justice et de démocratie. La décision de quitter mon poste a été difficile à prendre parce qu'en tant que diplomate, j'avais une vie facile.

Quel est l'événement qui vous a décidé à partir ?

Le rejet du contrat de Rome de janvier 1995. Les partis d'opposition venaient d'appeler à une solution politique et pacifique de la crise algérienne. Le régime a refusé de les entendre. C'est la goutte qui a fait déborder le vase. En fait, après l'annulation de la victoire des islamistes du Fis aux législatives de décembre 1991, j'avais espéré que le régime finirait par entendre raison et dialoguerait avec les vrais représentants de la société : le FLN, le Front des forces socialistes et le Front islamique du salut, entre autres. Mais le régime est militaire et entend le rester.

Laisser le Fis arriver au pouvoir, n'était-ce quand même pas prendre le risque de la



Douaouda, le 7 janvier. Les forces de sécurité tirent sur des rebelles fondamentalistes.

contre le terrorisme justifie tout : la répression, les morts quotidiens, la mainmise sur la société, l'augmentation du prix du pain...

ser les élus du Fis et pousser les plus extrémistes, qui n'attendaient que ça, à prendre les armes.

par l'armée. Boudiaf voulait entamer un dialogue avec les dirigeants du Fis et s'opposait à la corruption. Il devenait gênant...